

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À L'APPUI DE LA PAIX ISRAËLO-PALESTINIENNE

Parlement européen, Bruxelles
30 et 31 août 2007

SÉANCE D'OUVERTURE

ATELIER 4

**Renforcement des campagnes visant à mettre fin à l'occupation
et à réaliser les droits inaliénables du peuple palestinien**

Contribution de

M. Tobias Schnebli
Membre, *Collectif Urgence Palestine*
Genève

Campagne contre le commerce des armes et la collaboration militaire avec Israël

Par Tobias Schnebli, membre du *Collectif Urgence Palestine* (Genève), courriel : tobias@gsoa.ch

Les fiches (figurant dans l'annexe mentionnée) seront communiquées par l'auteur sur demande

Une question centrale pour la solidarité avec la Palestine et les campagnes antiguerre

Depuis la fin du processus de paix d'Oslo et l'éclatement de la deuxième Intifada, les mouvements européens et nord-américains soutenant le peuple palestinien dans sa lutte pour la liberté ont cherché à exercer différentes formes de pression sur l'État d'Israël, directement et par l'intermédiaire de leurs gouvernements respectifs, afin de l'amener à respecter le droit international et à reconnaître les droits du peuple palestinien à l'autodétermination.

La coopération militaire internationale et le commerce des armes avec Israël ont été l'une des cibles principales de ces campagnes au cours des dernières années. Accorder la priorité à cette question, c'est en effet mettre en cause les moyens militaires utilisés par l'État d'Israël pour mener à bien ses politiques illégales d'occupation, de colonisation des terres et d'oppression du peuple palestinien et lancer ses attaques militaires répétées contre d'autres populations de la région. L'armée israélienne viole constamment le droit international et le droit humanitaire international, en particulier les Conventions de Genève pour la protection des civils. Les moyens militaires utilisés pour perpétrer ces violations sont notamment l'armée israélienne et son armement mais aussi les capacités industrielles et techniques nécessaires pour produire les armes utilisées.

Les différentes campagnes menées sur cette question ont reçu un large appui des sociétés civiles européennes. Aussi longtemps qu'Israël continuera de nier et de violer les droits du peuple palestinien, la coopération militaire et le commerce des armes avec Israël resteront un problème pour les forces qui soutiennent le peuple palestinien et sont solidaires du combat qui est le sien.

En outre, pour plusieurs raisons, le niveau de militarisation d'Israël et les ramifications internationales de sa politique sécuritaire ne faibliront pas dans le proche avenir.

1. La politique sécuritaire d'Israël continue de dépendre avant tout de la démonstration d'une supériorité militaire sur tous les autres pays du Moyen-Orient. L'approvisionnement d'Israël à l'étranger en armes et composants d'armes restera indispensable au maintien de cette position de supériorité.
2. La politique de répression et de contrôle menée par Israël face à la lutte du peuple palestinien continuera de s'appuyer sur un large éventail d'instruments militaires et policiers.
3. Israël est en première ligne dans trois principaux domaines stratégiques du « conflit mondial » : le pays est un bastion militaire du Nord-Ouest au Moyen-Orient, où se situe plus de la moitié des réserves pétrolières du monde; il est à l'avant-garde de la « guerre mondiale contre le terrorisme »; et il fait partie intégrante de la barrière que l'Europe construit pour endiguer l'immigration en provenance des pays du Sud. La pleine intégration de l'armée d'Israël dans l'opération « Active Endeavour » de l'OTAN (patrouille permanente de la mer Méditerranée depuis 2001 contre « le trafic illicite et le terrorisme ») est une des dernières évolutions renforçant cette position stratégique.
4. Le secteur israélien de la « sécurité » représente une part de plus en plus importante du marché mondial des armements et des services sécuritaires. Du fait de l'« ouverture », c'est-à-dire le capital transnational investi et les liaisons internationales des chaînes de production et de distribution sur le marché de la « sécurité intérieure » et des armements, Israël reste, dans ce domaine, un « acteur mondial » de plus en plus incontournable.

La récente décision de l'administration des États-Unis de doper l'aide militaire à Israël pour la porter à 30 milliards de dollars des États-Unis au cours des 10 prochaines années confirme encore la forte dépendance israélienne à l'égard de la militarisation.

**Stopper le commerce d'armes avec Israël :
des arguments similaires dans des contextes différents**

Ces dernières années, les campagnes européennes et nord-américaines contre le commerce des armes et la collaboration militaire avec Israël ont porté sur trois aspects essentiels :

- Stopper ou suspendre les exportations d'armes vers Israël
- Stopper ou suspendre la collaboration militaire avec Israël
- Stopper ou suspendre les importations d'armes en provenance d'Israël

Souvent ces aspects sont associés dans une campagne commune.

Les arguments présentés dans les campagnes en faveur de l'arrêt des exportations d'armes vers Israël tombent sous le sens, car les armes fournies sont directement utilisées pour des politiques d'oppression et de destruction, violant systématiquement le droit international et le droit humanitaire international, et pour la perpétration de crimes de guerre.

Des arguments tout aussi valables peuvent être invoqués contre la collaboration militaire (échanges entre armées et industries d'armements, exercices et opérations militaires communs). Collaborer avec une armée, qui viole systématiquement le droit humanitaire international et les droits de l'homme (ou avec sa base industrielle de fabrication d'armements), c'est se rendre complice de ces crimes de guerre et violations du droit humanitaire international.

La campagne contre les importations d'armes en provenance d'Israël peut paraître plus problématique à première vue. Dans ce cas, le principal argument est que ces achats contribuent à renforcer l'industrie d'armements israélienne, qui est un élément essentiel du dispositif utilisé par Israël pour mettre en œuvre ses politiques de violation des droits de l'homme et du droit international. En fait, les importations d'armes (de même que les exportations et la collaboration militaire) sont en contradiction avec les obligations clairement énoncées dans le droit humanitaire international. Ainsi que l'a également réaffirmé récemment la Cour internationale de Justice, toutes les parties contractantes doivent assurer le respect du droit humanitaire international et lutter contre ses violations par d'autres États (comme Israël)¹.

Au Royaume-Uni, pays qui exporte des armes vers Israël et en importe de ce pays, la dernière campagne « Cessez d'armer Israël », toujours en cours, réclame en fait non seulement l'arrêt des exportations d'armes ou de composants de systèmes d'armements (comme ceux fournis pour les avions de combat F-16 et les hélicoptères Apache), mais aussi un embargo total sur les achats d'armes à Israël.

Cessez d'armer Israël :

En 2005, le Gouvernement du Royaume Uni a autorisé la vente d'armes à Israël pour un montant de 22,5 millions de livres, soit plus du double du montant de 2004, et a dépensé des millions de livres pour l'achat à des sociétés israéliennes d'armes testées sur des opérations militaires. Dans les matériels agréés par le Gouvernement du Royaume-Uni en vue de leur fourniture à Israël figurent notamment des systèmes de contrôle des armements, des munitions, des composants pour divers types de missiles et des éléments essentiels des hélicoptères d'attaque Apache et des avions de combat F16 utilisés par Israël. Ces armes ont été déployées contre des populations civiles au Sud-Liban et à Gaza, ainsi que pour perpétuer l'occupation illégale des territoires palestiniens.

¹ Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques de l'édification d'un mur ... point 159 : « tous les États parties à la Convention de Genève relative à la protection des civils en tant de guerre, du 12 août 1949, ont pour obligation, dans le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international, d'assurer le respect par Israël du droit humanitaire international tel que consacré dans cette convention. »
07-48607 (F)

Nous, les signataires de la présente déclaration, demandons au Gouvernement du Royaume-Uni de mettre en place un embargo immédiat à la fois sur les ventes d'armes à Israël et sur les achats d'armes à l'industrie militaire israélienne. Nous demandons instamment aussi aux autres gouvernements de faire de même².

L'analyse de certaines campagnes récentes sur ces questions permet de conclure que l'objectif concret d'une campagne (exportations ou importations d'armes, coopération) est relativement moins important que d'autres facteurs, comme la portée politique ou sociale de l'action engagée et, bien entendu, le contexte politique et culturel du pays.

En Suisse, pays qui n'exporte pas officiellement d'armes vers Israël, les campagnes menées depuis 2002 ont réclamé une suspension des achats d'armes et de matériels militaires à ce pays ainsi qu'une suspension de la fabrication conjointe d'armements par des sociétés israéliennes et suisses et l'arrêt des visites et autres échanges entre armées suisse et israélienne. La dernière campagne importante de ce type a eu lieu en 2005-2006 et visait l'achat, pour 100 millions d'euros, de matériels militaires de surveillance et de brouillage radio par Israeli Aircraft Industries-Elta systems Ltd.

Même si ces campagnes n'ont en fin de compte pas réuni une majorité des voix au Parlement, elles ont eu une portée politique remarquable ainsi qu'une incidence notable dans l'opinion publique. Elles ont rassemblé tous les courants de la gauche politique suisse (y compris les écologistes et les démocrates-sociaux) et même certains représentants des partis du centre ainsi que plusieurs grandes ONG s'occupant du développement et de l'aide humanitaire.

Cependant, l'incidence dépend aussi dans une large mesure du contexte politique et culturel. En Allemagne, par exemple, où il est quasiment impossible de passer outre la justification historique de l'appui officiel ininterrompu apporté à Israël, les campagnes contre le commerce d'armes avec ce pays ont beaucoup moins de chances d'avoir un impact. Jusqu'ici, aucune opposition politique significative ne semble être en mesure de remettre sérieusement en cause la livraison à la marine israélienne de deux nouveaux sous-marins Dolphin équipés d'armements nucléaires (opération d'un coût de 1 milliard d'euros, dont un tiers est financé par les contribuables allemands, qui a fait l'objet d'un accord à l'été 2006).

Ventes d'armes à Israël par les pays européens et les États-Unis

Comparées à la dépendance d'Israël à l'égard des ventes et de l'aide militaires des États-Unis³, les exportations d'armes par les pays européens revêtent une importance secondaire, quoique non négligeable.

Tableau 1
Ventes et livraisons d'armes à Israël en 2001-2005
(En millions d'euros)

Année	Ventes des États-Aide militaire		Total de l'UE	Allemagne	France	Royaume-Uni
	Unis	des États-Unis				
2001	847	3 095	84	37	13	36
2002	662	2 927	224	160	33	10
2003	776	3 314	230	132	57	17
2004	1 038	2 100	144	15	101	17
2005	2 210	2 088	145	20	72	33
Total 2001-05	5 534	13 524	828	363	264	114
Pourcentage du total de l'UE				43,8	31,9	13,8

Note : Prix courants. Les données pour les États-Unis viennent de Frida Berrigan et William D. Hartung, World Policy Institute Brief, 2006. Les données sur les ventes des États-Unis sont extraites du tableau 1 (total des ventes militaires étrangères et des ventes commerciales directes). Les données sur l'aide militaire des États-Unis viennent du tableau 2,

² www.stoparmingisrael.org/statement/.

³ Voir « U.S. Military Assistance and Arms Transfers to Israel: U.S. Aid, Companies Fuel Israeli Military », World Policy Institute Issue Brief, article de Frida Berrigan et William D. Hartung, 20 juillet 2006, www.worldpolicy.org.
07-48607 (F)

qui regroupe les « Financements militaires extérieurs » (aide militaire directe), le « Fonds de soutien économique » (aide monétaire qui peut être utilisée pour compenser les dépenses militaires et les achats d'armes), les « Suppléments » et les « Programmes de non-prolifération, antiterrorisme, déminage et programmes connexes ». Les facteurs de conversion du dollar en euro sont les suivants : 1,10 pour 2001; 1,05 pour 2002; 0,90 pour 2003; 0,80 pour 2004 et 2005. Les données pour les pays de l'UE sont issues de calculs réalisés par l'auteur. Les chiffres correspondent aux « valeurs des licences d'exportation d'armes délivrées ». *Source : Journal officiel de l'Union européenne, 2006/C 250/01. Huitième rapport annuel présenté en vertu de l'article 8 du dispositif du Code de conduite de l'Union européenne sur les exportations d'armes. Années précédentes : quatrième, cinquième, sixième, septième rapports annuels.*

Il ressort du tableau 1 que les ventes d'armes des pays européens à Israël entre 2001 et 2005 ont représenté environ 15 % de celles des États-Unis durant la même période. Même si elle a été quelque peu menacée par la hausse spectaculaire des exportations d'armes de la France vers Israël au cours des deux dernières années, la position de l'Allemagne en tant que principal fournisseur européen d'armes à Israël restera probablement inchangée, eu égard également à la livraison des sous-marins mentionnée plus haut.

Exportations d'armes d'Israël et liens avec le marché mondial des armements

En Israël, le complexe militaro-industriel national traditionnel s'adapte aux transformations structurelles (ouverture internationale) et à la révolution technologique touchant le marché de la défense. Pourtant, trois des quatre entreprises israéliennes (IAI, Rafael et IMI) figurant sur la liste des 100 principaux fabricants mondiaux d'armes appartiennent à l'État.

Quatre sociétés israéliennes figurant sur la liste des 100 principaux fabricants d'armes mondiaux, 2004

<i>Société</i>	<i>Effectifs</i>	<i>Ventes d'armes (Millions de dollars)</i>	<i>Bénéfices</i>
Israel Aircraft Industries (IAI)	14 570	1 370	82
Elbit Systems	5 500	970	53
Rafael	5 170	940	45
Israel Military Industries (IMI)	2 400	400	n.d.

Source : Annuaire de l'Institut international de recherche sur la paix (SIPRI), 2006:421-424. Sur la base des données de 2004, à l'exclusion de la Chine.

Les exportations d'armes jouent un rôle très important dans le système militaro-industriel d'Israël. En 2001, d'après le Ministère de la défense de ce pays, Israël est entré pour 10 % dans le total des exportations militaires mondiales. La même année, la production militaire israélienne a atteint 3,6 milliards de dollars, le matériel acheté par le Ministère israélien de la défense ne représentant que 900 millions. Autrement dit, Israël a exporté 75 % de la production totale de ses industries militaires⁴.

Ce pourcentage a été maintenu en 2006. D'après les données fournies par le SIBAT, département du Ministère de la défense israélien chargé de contrôler et d'appuyer les exportations d'armements, Israël a réalisé en 2006 des exportations d'armements se chiffrant à 4,4 milliards de dollars, soit un nouveau record plaçant le pays au cinquième rang mondial. Les principaux importateurs d'armes israéliennes en 2006 ont été l'Inde, avec 1,5 milliard de dollars (y compris 450 millions de dollars pour le système naval antimissile Barak) et les États-Unis, avec 1 milliard de dollars. « Le général Yossi Ben-Hanan, dirigeant du SIBAT, a indiqué qu'il espérait que le marché européen – qui a représenté des contrats d'un montant de 800 millions de dollars – se développerait dans les années à venir. Des partenariats devraient être établis avec les pays européens, dont les industries de la défense israéliennes pourraient tirer parti pour commercialiser leurs produits »⁵.

D'après le rapport de 2006 du Congressional Research Service des États-Unis, Israël occupe désormais le sixième rang parmi les fournisseurs d'armes classiques dans le monde, si l'on tient compte des contrats de vente des années 2001 à 2005⁶. La Chine, l'Inde et la Turquie offrent de nouveaux

⁴ Campagne contre le commerce des armements (CAAT) 2002:7.

⁵ « Israel defense sales hit record » (Les ventes d'armes israéliennes ont atteint des chiffres records, *Jerusalem Post*, 01-01-2007.

⁶ Transferts d'armes classiques aux pays en développement, 1988-2005, Congressional Research Service, tableau 8c, 23 octobre 2006. 07-48607 (F)

débouchés à l'industrie d'armements israélienne, mais l'Europe revêt une importance centrale du fait des possibilités de coopération qui y sont offertes avec les entreprises israéliennes dans la production industrielle et les capacités de recherche-développement.

En raison des ramifications internationales de plus en plus larges des industries d'armements israéliennes, qui résultent des opérations d'acquisition, fusion et partenariat avec des sociétés des États-Unis et des pays européens, il est de plus en plus difficile d'évaluer clairement la situation, même de l'avis des chercheurs les plus avertis. L'*Annuaire du SIPRI* de 2006 déclare ce qui suit :

Bien qu'Israël jouissent désormais d'une réputation internationale dans le domaine des exportations militaires, le niveau de performance est difficile à établir. (...) La plupart des exportations israéliennes sont composées d'armes légères, de munitions, d'appareils électroniques et d'armes modernisées, pour lesquels on ne dispose pas de données fiables. Les exportations sont aussi difficiles à identifier car des sociétés non israéliennes commercialisent des produits fabriqués en Israël ou fabriquent ces produits sous licence. Les sociétés israéliennes établissent des partenariats avec des sociétés européennes, en partie pour pénétrer sur des marchés protégés, mais aussi parce que l'achat d'armes à Israël peut être politiquement controversé. D'après Rafael, le fabricant des missiles antichars Spike, « il est plus confortable pour les clients européens d'acheter auprès d'Eurospike qu'auprès d'Israeli Rafael ». La Finlande, les Pays-Bas, la Pologne et la Roumanie ont commandé des missiles Spike à Eurospike, établi en 1997 par Rafael et German Diehl et Rheinmetall. Rafael vend aussi un système de détection Litening par le biais de Zeiss, une société allemande⁷.

Rafael, exemple d'une industrie d'armements de haute technologie aux ramifications internationales

Rafael, qui est basée à Haïfa (Israël), fabrique les systèmes antichars Spike. Il s'agit de missiles antichars de faible poids opérant en mode « fire and forget » et utilisant les technologies de l'électro-optique et de la fibre optique. Ces systèmes sont utilisés par l'infanterie, les forces spéciales de réaction rapide, les forces terrestres et les équipages d'hélicoptères. En octobre 2003, les Forces de défense israéliennes ont accordé un contrat pour la production de missiles Spike C4I, système Spike-ER muni d'un système de guidage informatisé. Le lanceur Spike sera équipé d'une variante du système de positionnement Azimuth Comet Global, d'un ordinateur portable et d'un processeur de liaison de données VHF.

En juin 2004, une coentreprise, EuroSpike GmbH, a été constituée par Rafael avec Rheinmetall Defence Electronics, (anciennement STN Atlas Elektronik) et Diehl Munitionssysteme (DMS). Cette coentreprise faisait suite à l'accord de coopération signé par les trois sociétés en novembre 1998. EuroSpike GmbH est le maître d'œuvre principal pour la famille des missiles Spike en Europe. En janvier 2004, la Pologne a signé un contrat avec ZM Mesko pour l'achat du système de missiles Spike-LR. ZM Mesko fabriquera des éléments des missiles et s'occupera de l'assemblage final à compter de 2006. La commande est de 264 lanceurs et de 2 675 missiles. Les livraisons ont commencé en novembre 2004 et s'achèveront en 2013. La Pologne a aussi besoin de 160 systèmes de missiles à intégrer dans les tourelles HITFIST 30 fabriquées par Oto-Melara, qui seront montées sur des transporteurs Patria AMV. Ces systèmes sont aussi à l'essai dans l'armée roumaine⁸.

Outre les quatre grands fabricants d'armes (classiques) mentionnés plus haut, un important secteur des services répond à la demande croissante du marché de la « Sécurité et sécurité ». « Israël prévoit une progression importante partout dans le monde des budgets consacrés à la sécurité intérieure, à la lutte contre le terrorisme et à la guerre asymétrique, et notamment à la protection des installations, aux systèmes aux frontières, à la prévention du bioterrorisme, à la sécurité des données et aux contrôles d'accès (au moyen de l'identification biométrique)⁹ ». Un examen rapide des différentes catégories

⁷ *Annuaire du SIPRI*, 2006:462.

⁸ http://www.israeli-weapons.com/weapon/missile_systems/anti-armor/grill_spike/GillSpike.html.

⁹ Sharon Sadeh, *Israel's Defense Industry in the 21st Century: Challenges and Opportunities* (L'industrie israélienne de la défense au XXI^e siècle : enjeux et opportunités), dans *Strategic Assessment*, vol. 7, n^o 3, décembre 2004, JCSS, TAU. 07-48607 (F)

correspondant au secteur « Sûreté et sécurité » de l'Annuaire des entreprises israéliennes donne une idée de la diversité et de l'importance de cette activité.

Voilà ce que l'on trouve sur le site Web de l'Institut israélien pour la coopération internationale et l'exportation www.export.gov.il (nombre d'entreprises mentionnées entre parenthèses) :

Contrôle d'accès (7)	Authentification et lutte contre la falsification (16)
Biométrie (17)	C4I (43)
Conseil, formation et services (38)	Optique électronique (18)
Intégrateurs (16)	Détection des intrusions (19)
Sécurité et logiciels informatiques (17)	Maintien de l'ordre, interventions d'urgence (25)
NBC/CBRN (10)	Observation et drones (13)
Sécurité périmétrique (17)	Protection physique (28)
Sûreté et sauvetage (24)	Senseurs, détection et identification (24)
Repérage et détection des mouvements (17)	Vidéosurveillance (16)

Notes :

C4I : Commandement, contrôle, communications, informatique et renseignement

Dans la catégorie conseils, formation et services entrent les sociétés militaires privées

TI : technologie de l'information

Dans le maintien de l'ordre sont inclus aussi bien les gaz lacrymogènes antiémeutes que les armes d'artillerie lourde

NBC/CBRN : nucléaire biologique chimique/chimique biologique radiologique nucléaire

Commerce intéressant la défense et la sécurité intérieure : davantage d'informations sont requises

D'excellents travaux ont déjà été effectués. Les recherches publiées par la Campagne contre le commerce des armements (CAAT) au Royaume-Uni¹⁰, qui peuvent être considérées comme des travaux de référence, méritent notamment d'être mentionnées.

Il est difficile toutefois de bien apprécier la situation d'ensemble pour deux raisons essentielles.

- Premièrement, le commerce des armes est traditionnellement l'un des moins transparents, en raison de sa toujours très grande sensibilité politique et aussi ces dernières années du renforcement des liaisons et ramifications internationales suite aux opérations de fusion et acquisition entre les fabricants d'armes.
- La deuxième difficulté essentielle tient à la définition des armes, du matériel militaire et des autres instruments employés dans la nouvelle forme de conflit appelé « guerre mondiale permanente contre le terrorisme ». Les actions engagées dans ce cadre ont alimenté une « révolution des affaires militaires », avec le « renseignement » pour élément central, et visent à répondre aux exigences inédites des guerres « asymétriques ». La « guerre contre le terrorisme » et le « choc des civilisations » ont considérablement élargi l'éventail des instruments utilisés pour combattre, neutraliser ou contrôler l'ennemi. Le secteur « Sûreté et sécurité » mentionné plus haut occupe une part de plus en plus grande dans cette nouvelle configuration, mais sa définition reste à notre connaissance à établir, sans parler de la quantification et de l'analyse statistique de sa production et de ses échanges.

Les séries d'informations figurant sur les fiches (voir annexe) cherchent à donner une vue d'ensemble du commerce d'armes et de la collaboration militaire entre Israël et les pays européens. Elles sont fondées dans une large mesure sur les données du commerce « d'armes classiques ». Les limites mentionnées plus haut mises à part, un ensemble considérable de données supplémentaires pourraient y être ajoutées et de plus amples recherches pourraient être effectuées, en particulier dans les

¹⁰ Arming the Occupation: Israel and the Arms Trade (Armer l'occupation : Israël et le commerce d'armements) par Mandy Turner, CAAT 2002 <http://www.caat.org.uk/publications/countries/israel-1002-summary.php> et la mise à jour de 2005 : Arms Exports and Collaborations; The UK and Israel (Exportations d'armes et collaborations : Royaume-Uni et Israël) <http://www.caat.org.uk/publications/countries/israel0605.pdf>.
07-48607 (F)

pays d'Europe de l'Est, où, d'après certains indices, on observe une très forte expansion des échanges et transferts d'armes très diverses ainsi que du commerce sécuritaire correspondant.

On peut espérer, avec l'aide des responsables des campagnes et des chercheurs que cette situation préoccupe partout dans le monde, étoffer davantage les données disponibles pour arriver à mieux cerner la réalité du marché des armements et des instruments de guerre ainsi que de la collaboration militaire entre Israël et les pays européens.

* * *